



**NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Distr.: GENERALE

CEA-AN/CIE/XXII/2  
Février 2007

Original: FRANÇAIS

---

**Bureau pour l'Afrique du nord**

XXII ème réunion du Comité intergouvernemental  
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)  
26-29 juin 2007

## **Rapport sur la réunion intermédiaire du Comité intergouvernemental d'experts**

Marrakech, 21 février 2007



## **I. ORGANISATION ET PARTICIPATION**

1. La réunion intermédiaire du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord s'est tenue à Marrakech (Maroc) le 21 février 2007. Cette réunion a été organisée suite à la décision du Secrétariat de la CEA d'organiser la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique fin mars-début avril 2007. Elle a été organisée sur recommandation du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord et en consultation avec les membres du bureau du CIE en vue d'étudier les points majeurs qui seront abordés par la Conférence des Ministres.

2. Les représentants des Etats membres suivants ont participé à la réunion : Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie. Etait aussi représentée l'Union du Maghreb arabe (UMA).

La liste des participants figure en annexe de ce rapport.

## **II. OUVERTURE DE LA REUNION** *(Point 1 de l'ordre du jour)*

3. Monsieur Mohammed Chérif Benarbaiha, Algérie, président du Bureau actuel du CIE, a souhaité la bienvenue aux participants et a expliqué les objectifs de ce CIE intermédiaire : Il a ensuite donné la parole à Madame Karima Bounemra Ben Soltane Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord.

4. Dans son allocution, la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord, a souhaité la bienvenue au nom de Monsieur Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la CEA, elle a rappelé les raisons qui ont amené le Bureau à organiser cette réunion, notamment l'approbation du programme de travail 2008-2009 en préparation de la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA qui aura lieu à Addis Abéba (du 29 mars 2007 au 3 avril 2007). Il s'agit également d'exprimer des positions concernant des points qui seront discutés lors de la Conférence des Ministres.

5. Madame Bounemra Ben Soltane a, dans son mot de bienvenue, traité un certain nombre de questions dont:

- La « task force », équipe chargée de la réforme de l'activité de la CEA,
- Les nouvelles orientations du travail de la CEA, suite au repositionnement approuvé par les Etats membres lors de la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA qui s'est tenue à Ouagadougou en mai 2006,
- Les orientations du travail du Bureau recommandées par le CIE lors de ses précédentes réunions,
- Les réalisations du Bureau en 2006 (d'avril 2006 à février 2007),
- Le programme 2007 et le choix du thème "Infrastructures",
- Le programme de travail 2008-2009 : Axes et thèmes proposés,
- L'avancement de l'Observatoire de l'intégration,
- Les résultats du Forum sur le commerce,
- Les points majeurs de la Conférence des Ministres,
- La prochaine réunion du CIE.

### **III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DES TRAVAUX**

*(Point 2 de l'ordre du jour)*

6. L'Ordre du jour provisoire et le Programme provisoire des travaux qui ont été proposés par le Secrétariat ont été adoptés.

### **IV. RAPPORTS D'ACTIVITE POUR LA PERIODE AVRIL 2006 - FEVRIER 2007**

*(Point 3 de l'ordre du jour)*

7. Le Secrétariat a présenté les activités du Bureau pour la période avril 2006 - février 2007 et les a passées en revue par type d'activité, réunions, ateliers, séminaires, réunions ad hoc d'experts et publications (document CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/7). Il a mis en relief les principaux domaines où le Bureau est intervenu : l'analyse économique de la conjoncture, l'intégration régionale, l'eau et le développement durable, le genre, la gouvernance et le VIH/SIDA. De plus, il a informé le Comité sur le suivi de l'activité de l'Observatoire de l'intégration régionale et la continuation du Programme de stages pour étudiants. Un Forum pour le développement de l'Afrique du Nord sur le commerce a été organisé en février 2007, pour clôturer les activités 2006, sur le commerce, thématique de l'année. Il a été souligné que toutes les activités du Bureau ont été menées en étroite collaboration avec les Etats membres, les organisations sous-régionales et les institutions du système des Nations Unies. Dans sa présentation le Secrétariat a souligné le renforcement de la coopération avec les partenaires du Bureau et en particulier avec l'Union du Maghreb Arabe (UMA) avec laquelle le Bureau a réalisé un certain nombre de consultations.

8. Le Secrétariat a aussi présenté un certain nombre d'activités qui ont été entreprises au cours de cette période.

- Le thème de la migration retenu du fait de son importance pour la région, a fait l'objet d'une réflexion conjointe du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord et un certain nombre d'universitaires libyens, en collaboration avec ACARTSOD<sup>1</sup>, avec pour finalité la publication d'une étude.
- La participation active à la préparation d'ADFV<sup>2</sup> (consacré à la jeunesse), notamment par l'organisation d'un atelier préparatoire à ADFV au Maroc, et la mobilisation des délégations d'un certain nombre de jeunes ressortissants des pays tels que l'Algérie, l'Egypte, et le Soudan. Il a été souligné que ADFV a été l'occasion pour les jeunes de la région de tisser des relations solides de coopération et de créer un réseau dynamique d'interactions.
- Le renforcement de la coopération avec les autres institutions du système des Nations Unies (PNUD, FNUAP et ONUDI), aussi bien au niveau local que régional. Ceci, outre un autre élément de la coopération inter institutions qui concerne la contribution du Bureau à la réflexion portant sur les Plans cadres des Nations Unies pour l'assistance au développement -UNDAF. Le Bureau est, à ce propos, en train de mener une analyse comparative des différents Plans cadres des sept pays qui sera discutée lors de la prochaine session du CIE.

---

<sup>1</sup> African Center for Applied Research and Training in Social development

<sup>2</sup> African Development Forum

9. Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont souligné la nécessité pour le Bureau d'adjoindre au rapport d'activités, une synthèse des rapports/programmes d'actions des activités auxquelles les membres du CIE n'ont pas participé. Les participants ont également souhaité avoir un briefing sur l'observatoire et ses liens avec la Plateforme e-commerce, vu que les deux outils partent du même concept de partage de l'information, de la gestion des connaissances, et du partage d'expériences. Le Président du CIE est intervenu pour préciser que le rôle du CIE, lorsqu'il s'agit du rapport d'activité, consiste à vérifier la conformité des activités au programme de travail préalablement approuvé.

10. Les participants ont félicité le Bureau pour les activités entreprises en 2006 du fait que :

- Pour ce qui est des questions de substance, il a été noté une tendance vers une diversification des activités du Bureau couvrant un plus grand nombre de thématiques (infrastructure, genre, eau, commerce, gouvernance, etc.), témoignant d'un nouvel élan et d'une meilleure prise en compte des questions prioritaires de la région;
- La régularité et la densité des activités dans le temps font davantage sentir la présence du Bureau et son impact ;
- Une plus grande implication dans les activités des agences des Nations Unies, renforcée par la présence du Bureau à Rabat.

11. Ces trois dimensions, soutenues par une bonne qualité de travail, font que le Bureau répond de mieux en mieux à ses missions telles que définies par le CIE. C'est pour cette raison que le Gouvernement marocain a informé les participants qu'il supporte activement les travaux de la CEA dans le cadre des différentes instances des Nations Unies (Assemblée générale des Nations Unies, ECOSOC, etc.) et suggère que son mandat soit maintenu surtout dans le processus en cours de restructuration des Nations Unies.

12. Les participants ont également pris note des résultats et recommandations du Forum pour le Développement en Afrique du Nord : « Le commerce: pour une croissance créatrice d'emploi » et ont convenu de transmettre la Déclaration de Marrakech qui a émané du Forum à la Conférence des Ministres de la CEA.

## **V. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'ANNEE 2007**

13. Le Secrétariat a rappelé les points essentiels du programme de travail du Bureau pour l'année 2007 qui avait été approuvé lors de la précédente réunion du CIE. Le document correspondant a présenté les activités à réaliser au cours de la période mars 2007-décembre 2007

14. Le Secrétariat a par la suite énoncé les points majeurs qui seront discutés lors de la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique et rappelé les recommandations du CIE à l'issue de ses précédentes réunions.

15. Ainsi, concernant l'accélération de la croissance en vue d'atteindre les OMD, des recommandations concernent les défis qu'affrontent les pays dans ce contexte et la manière de les surmonter par des actions dont celles de la diversification, de la bonne gouvernance, de l'éducation et formation et du développement des outils statistiques et de l'approfondissement des analyses.

16. Pour ce qui est du suivi des grands agendas internationaux, il est recommandé de faire en sorte de maximiser les effets positifs de ces agendas sur les différents aspects de développement économique et social et d'organiser des ateliers de suivi de ces événements.

17. Concernant le NEPAD, plusieurs activités ont eu lieu dont une mission de soutien au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) en Algérie qui vient d'être finalisée. En effet, l'Algérie, un des cinq pays initiateurs du NEPAD, a adhéré au Mécanisme africain d'évaluation par les Pairs (MAEP). L'Union du Maghreb arabe, en tant que structure principale de l'intégration économique en Afrique du Nord, doit jouer un rôle clé quant à la mobilisation pour le NEPAD et la transformation des objectifs, buts et stratégies en programmes, projets et activités réalisables au niveau de la région

18. Dans le domaine de l'intégration régionale, Il est recommandé que de nécessaires réformes soient appliquées en vue de la convergence et de l'harmonisation des politiques et stratégies pour une intégration régionale effective.

19. L'Afrique dispose par ailleurs d'un potentiel de capital humain non exploité, notamment au niveau des jeunes diplômés et des femmes instruites. Il est important de remédier à cette situation qui entraîne des pertes de croissance économique, d'emplois et de bien être pour les familles et la société en général.

20. Le développement des capacités techniques des Offices Nationaux de la Statistique (ONSS) Africains et la facilitation de la mise en œuvre des objectifs du Cadre Stratégique Régional de Référence (CSRR), dans le domaine statistique à travers l'opérationnalisation du CAS (Centre Africain de Statistique) ont également été recommandés.

21. Enfin, en ce qui concerne l'amélioration du travail des organes intergouvernementaux de la CEA, le Secrétariat a rappelé les nouvelles orientations de la CEA qui ont proposé la stratégie de concentrer les efforts de la Commission autour de deux axes principaux à savoir la promotion de l'intégration régionale et la réponse aux besoins spécifiques et défis de l'Afrique.

22. En vue de la mise en œuvre de cette stratégie, une restructuration adaptée de la CEA a été présentée à la Conférence des Ministres de mai 2006 qui l'a adoptée. Sa mise en oeuvre a été lancée dès le début de l'année 2007

23. Le Secrétariat a signalé que concernant le CIE en tant qu'organe intergouvernemental, il est proposé au Comité de recommander que:

- Les rapports thématiques présentés au CIE soient discutés par des experts et en présence des membres du CIE, juste avant les réunions du CIE .
- Le niveau de la participation au CIE soit relevé et d'organiser ces réunions au niveau ministériel si nécessaire.

24. Les participants ont pris bonne note de la présentation qui a été faite sur les nouvelles orientations de la CEA, définies suite à l'exercice de repositionnement approuvé par la Conférence des Ministres de la CEA (Mai, 2006).

25. Ils ont félicité la CEA pour ses efforts afin de répondre au mieux aux attentes de ses Etats membres. Ils ont également noté avec intérêt la volonté de la CEA de renforcer l'intégration régionale en consacrant davantage de ressources à ses Bureaux sous régionaux.

26. Les participants ont pris note du programme de travail 2007 et ont exprimé leur appréciation des points qu'il se propose d'adresser. Lors du débat, des interventions ont porté sur les points suivants :

- en ce qui concerne le thème de l'année 2007 qui porte sur « les infrastructures », et vue la diversité des constituants du thème, le Comité a recommandé de privilégier les types d'infrastructures qui contribuent le plus à l'intégration régionale et sous régionale en relation avec le NEPAD;
- le Comité a demandé au Bureau d'assurer que l'étude sur la mobilité des capitaux présente des recommandations pour développer la mobilité des capitaux entre les pays de la région et ne pas se restreindre à un état des lieux;
- le Comité a demandé que l'étude sur le développement durable traite la partie perspective sous forme de scénarios. Aussi, il est proposé l'organisation d'une rencontre avec comme document de base cette étude sur le développement durable.

27. Les participants ont pris note du document intitulé « Propositions de positions du CIE concernant des points de la Conférence des Ministres » (CEA-AN/CIE/RI/07/6) préparé par la CEA. A l'issue de sa présentation, les discussions ont porté sur les points suivants :

- Les constats généraux : Nécessité de leur atténuation quand ils ne s'appliquent pas à tous les pays.
- Les différents domaines prioritaires du NEPAD, autres que le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).
- Le processus et la forme de présentation du document à la Conférence des Ministres.

Moyennant les amendements portés sur le document, les participants ont :

- Approuvé les recommandations qui y sont faites.
- Demandé que la note amendée soit présentée à la Conférence des Ministres de la CEA pour approbation.

## **VI. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PERIODE 2008 - 2009**

*(Point 5 de l'ordre du jour)*

28. Le Secrétariat a présenté le projet de programme pour le Biennium 2008-2009. Ce document reprend les objectifs, la stratégie et les activités programmées pour la période 2008-2009. Ce dernier fait partie du Projet de programme de travail de la CEA pour la période 2008-2009 qui sera présenté pour approbation à la Conférence des Ministres des Finances, du Plan et du Développement Economique (Addis-Abeba, 2 - 3 avril 2007).

29. Le Secrétariat a introduit le programme en signalant que le projet de programme a été conçu compte tenu des nouvelles orientations de la CEA. Il a signalé que sur la base de consultations et d'évaluation il est suggéré que la CEA concentre ses activités autour des grands axes de la promotion de l'intégration régionale et de la réponse aux besoins spécifiques et aux défis globaux auxquels le continent africain fait face.

30. L'accent sera mis sur les besoins des communautés économiques régionales (CER) à travers l'autonomisation et le renforcement des bureaux sous régionaux de la CEA. Les bureaux sous régionaux seront appelés à appliquer le Business Plan proposé par le Secrétaire Exécutif pour la période 2007-2009 (Voir document de la CEA "ECA BUSINESS PLAN 2007-2009") et auront, avec les Divisions qui ont été réajustées pour assumer cette tâche à appliquer la stratégie adoptée au niveau sous régional.

31. La CEA compte dans ce cadre établir un meilleur réseautage avec les centres d'excellence en Afrique et à l'étranger. Elle aidera à renforcer la capacité de ces centres pour une meilleure gestion du savoir en Afrique.

32. A l'issue de la présentation, les débats ont porté sur les points suivants :

- Les participants ont exprimé leur approbation des grandes lignes d'action contenues dans le projet de programme de travail pour le biennium 2008-2009. Les thématiques qui seront abordées, notamment celles qui concernent les PME/PMIs et l'adéquation formation - emploi sont pertinentes car elles répondent aux défis et priorités de développement des pays de la sous région. Leur légitimité en est renforcée par leur adéquation aux Objectifs de développement du millénaire (ODM) et autres consensus internationaux
- Les participants ont déclaré leur entière disposition à apporter l'appui requis par le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord pour la mise en œuvre de ce programme de travail, notamment en termes de données et de compétences
- Les participants ont exprimé un intérêt pour l'organisation de plus de formations et notamment sur certains aspects de l'intégration régionale et sur le Manuel de statistiques de commerce des services récemment élaboré par les Nations Unies en collaboration avec plusieurs organismes internationaux tels que la CNUCED et l'OMC

33. Le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord a pris note de la recommandation suivante:

Prendre en considération dans les travaux qui seront menés par le Bureau sur les PME/PMIs les aspects suivants:

- La place qu'occupent les PME/PMI dans les stratégies de développement, notamment dans les stratégies et politiques industrielles et celles de promotion des exportations.
- Le rôle des PME/PMI dans le processus de renforcement de l'intégration horizontale des économies nationales et dans l'intégration régionale.
- Les relations entre les PME-PMI et le secteur informel

34. A l'issue des débats et vu l'importance pour les Etats Membres des sujets traités par le programme de travail 2008-2009, les participants ont recommandé de doter le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord des moyens et ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités programmées.

35. Suite à ces discussions, les participants ont approuvé le programme de travail pour la période 2008-2009.



## **VII. ADOPTION DU RAPPORT ET CLÔTURE DE LA REUNION INTERMEDIAIRE DU CIE** *(Points 6 de l'ordre du jour)*

36. A l'issue de leurs travaux, les participants à la réunion du CIE ont exprimé leur appréciation pour la qualité du travail accompli par le personnel du Bureau ce qui a contribué, dans une large mesure, au succès de la réunion.

37. Suite à la présentation du projet de rapport par le président, le CIE a apporté des amendements et a adopté le rapport à l'unanimité.

38. Le Président du Bureau du CIE a souligné que la réunion a été productive et a réitéré l'appréciation des participants à la Direction et au personnel du Bureau qui ont permis de faire du Bureau un outil dynamique d'accompagnement des activités de développement de l'Afrique du Nord.

39. Il a rappelé aux participants que le Bureau avait communiqué aux représentants des Etats membres des tableaux statistiques sur la situation économique et sociale dans les différents pays d'Afrique du Nord. Il a signalé que ces tableaux sont transmis aux délégués pour correction, par les données nationales en vue de la préparation de la XXII<sup>e</sup> réunion du CIE.

40. Le Président du Bureau a donné la parole à Madame Karima Bounemra Ben Soltane pour quelques remarques finales. La Directrice a réitéré ses remerciements aux participants pour leur participation et la qualité de leurs interventions. Elle a exprimé la satisfaction du Bureau pour l'intérêt porté à ses activités, que les participants ont manifesté tout au long de la réunion.

41. Elle a enfin signalé que la XXII<sup>e</sup> réunion du CIE aura lieu après la Conférence des Ministres et que la date et le lieu seront fixés en consultation avec tous les pays membres. Elle a indiqué que lors de cette réunion, il faut s'attendre, conformément à la rotation initiée par le Comité, à ce que la présidence passe à l'Egypte et la vice présidence à la Libye. Le pays qui assumera le rôle de rapporteur sera désigné par le Comité.

42. Le Président a déclaré close la réunion intermédiaire du CIE tenue le 21 février 2007.

## ANNEXE I

<p style="text-align: center;"><b>Recommandations et positions du CIE</b> <b>sur</b> <b>l'Agenda de la Conférence des Ministres Africains</b> <b>des Finances du Plan et du Développement économique</b></p>
--

### Table des matières

I- ACCELERER LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE POUR REALISER LES OMD.....	9
<i>Recommandations aux Etats membres .....</i>	10
<i>Recommandations à mettre en œuvre par la CEA .....</i>	11
<i>Le Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique du Nord .....</i>	11
II- SUITE DONNEE AUX GRANDES CONFERENCES ET REUNIONS AU SOMMET ORGANISEES AUX NIVEAUX MONDIAL ET REGIONAL .....	11
III- NEPAD .....	13
IV- L'INTEGRATION REGIONALE.....	15
V- GENRE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE DU NORD .....	16
VI- RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES .....	17
VII- AMELIORER LE TRAVAIL DU CIE DANS LE CADRE DE LA REVUE DES ACTIVITES DES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX DE LA COMMISSION .....	18

**Recommandations et positions du CIE**  
**sur**  
**l'Agenda de la Conférence des Ministres Africains**  
**des Finances du Plan et du Développement économique**

1. Le CIE du Bureau Sous régional de la CEA pour l'Afrique du nord, lors de sa réunion intermédiaire du 21 février 2007 a pris note des points qui seront discutés par le Comité des experts et la Conférence des Ministres lors de sa prochaine session qui se tiendra à Addis Abéba du 29 mars au 3 avril 2007. Ces points ont été discutés par le Comité qui a convenu de documenter le Secrétariat de la Conférence des éclaircissements et recommandations relatifs aux questions suivantes.

**I. ACCELERER LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT DE  
L'AFRIQUE POUR REALISER LES OMD (THEME DE LA  
CONFERENCE DES MINISTRES)**

2. Les pays d'Afrique du Nord ont enregistré des hausses notables dans leurs niveaux de croissance. Les analyses des séries statistiques à long terme au niveau des sept pays de la région montrent, en effet, que la croissance a connu un trend ascendant soutenu de 2,5% en 1980 à près de 5% au cours des dernières années.

3. Par ailleurs, les économies nord africaines ont connu certaines mutations structurelles depuis le début des années 80. Les principaux changements structurels du PIB enregistrés sont une croissance nettement moins fluctuante et une baisse du poids de l'agriculture au bénéfice de celui des services.

4. Les croissances continuent, cependant, à être inférieures au niveau de 7%, estimé nécessaire pour assurer une réelle amélioration dans la sphère sociale et particulièrement la détente dans le marché du travail et par suite un progrès dans les indicateurs de développement social.

5. L'analyse des progrès effectués dans la réalisation des OMD a ainsi permis de dégager que malgré des avancées substantielles, des défis importants persistent notamment en matière d'éradication des poches d'extrême pauvreté, de réduction de la mortalité maternelle, de protection de l'environnement et d'opportunités d'emploi pour les jeunes. Des disparités importantes continuent entre les zones rurales et urbaines, de même qu'entre les femmes et les hommes. De plus, les systèmes éducatifs et de santé se trouvent confrontés à des problèmes liés à la qualité des services octroyés ainsi qu'à leurs rendements.

6. Les études menées par le Bureau dans les sept pays de la région Afrique du Nord en vue de cerner les évolutions des structures économiques ont dégagé un certain nombre de constats généraux :

- La croissance, bien qu'en progression, est insuffisante et reste inférieure au niveau (7%) requis pour répondre aux besoins sociaux et de création d'emplois suffisants.
- Les taux d'investissement ne s'inscrivent qu'en légère amélioration qui reste en deçà des niveaux nécessaires pour une relance forte et endogène des économies.
- Les taux de chômage, malgré de nettes améliorations dans certains pays et des transitions démographiques connues par la majorité des pays de la région, demeurent à des niveaux élevés.
- Les économies nord africaines montrent une forte vulnérabilité extérieure ce qui nécessite une diversification de ces économies.

7. Ces économies, pour accéder à un pallier de performance plus élevé, doivent tenir compte des normes et standards de la bonne gouvernance et réaliser une meilleure insertion dans l'économie du savoir.

8. Toutes les études pays<sup>3</sup> ont, en effet, insisté sur des facteurs tels que la gouvernance, l'éducation et la formation et l'utilisation adéquate des TIC et ont souligné les effets encore actifs de la contrainte extérieure, de l'inégalité du genre et du manque d'adéquation entre l'éducation et l'emploi.

9. Le Comité après discussion rappelle les recommandations suivantes proposées par la table ronde sur l'évolution des structures et approuvées par la XXI<sup>e</sup> réunion du CIE :

#### **Recommandations aux Etats membres**

1. Mieux utiliser les ressources naturelles et humaines pour diversifier les économies.
2. Mettre en place des mesures incitatives à l'application de principes de gouvernance favorisant une intégration régionale.
3. Améliorer le statut de la femme et intégrer la dimension genre dans les politiques et programmes visant la restructuration des économies et ceci dans tous les secteurs.
4. Remettre à niveau et adapter les systèmes éducatifs dans une perspective de développement global et durable de la sous région.
5. Centrer l'approche stratégique du développement des pays de l'Afrique du nord sur l'économie du savoir et sur les TIC comme composantes incontournables favorisant le développement et l'intégration régionale dans l'économie mondiale.
6. Concevoir un programme de recherche au niveau de la sous région.
7. Renforcer les capacités institutionnelles du secrétariat général de l'UMA et des autres CER de la sous région.
8. Financement du développement et notamment des OMDs.
9. Entamer la réflexion et étudier l'opportunité de créer des fonds nationaux de régulation pour faire face aux chocs exogènes et développer l'échange d'expériences dans ce domaine.
10. Intégrer de manière systématique les aspects sociaux et notamment l'emploi dans les programmes économiques et dans l'évaluation des performances annuelles des pays.
11. Mettre en place un plan d'action pour supporter la relation Commerce/Croissance/Emploi.

---

<sup>3</sup> Idem 1

10. Pour accompagner la mise en œuvre de ces recommandations, il est recommandé un certain nombre d'actions à la CEA. Parmi ces recommandations certaines sont à mettre en œuvre par le Bureau mais d'autres doivent être prises en charge par l'ensemble de la CEA.

**Recommandations à mettre en œuvre par la CEA**

1. Approfondir la relation Croissance-Emploi-Pauvreté par des études plus ciblées (secteurs, catégories de populations tels que jeunes, ruraux et population féminine).
2. Mettre l'accent sur le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.
3. Viser à moyen terme l'élaboration d'un TES consolidé pour toute la sous région.
4. En attendant, constituer une base de données fiables, homogènes et assez désagrégées pour l'ensemble des pays permettant de développer des analyses et outils pertinents.
5. Approfondir l'analyse des secteurs qui apparaissent porteurs et potentiellement supports de l'intégration des pays nord-africains tels que le tourisme, l'énergie, les infrastructures de transport et les technologies de l'information et de la communication, les industries agro-alimentaires, la pêche et le secteur financier.

**Le Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique du Nord devrait entreprendre en particulier les actions suivantes:**

1. Appel aux Etats Membres (points focaux) pour fournir le maximum de données désagrégées qui permettront de faire une synthèse représentative de leurs situations respectives.
2. Approfondir et généraliser la méthode de choix des secteurs porteurs dans tous les pays d'Afrique du Nord
3. Organiser des activités (rencontres, formation, appui technique etc.) pour activer la mise en place dans les pays de la région de bases de données nationales harmonisées notamment dans le cadre de l'utilisation du Système de Comptabilité Nationale (SCN 93).
4. Approfondir les analyses des secteurs porteurs par l'utilisation de comptes satellites nationaux et par la préparation d'études prospectives régionales.

**II. SUITE DONNEE AUX GRANDES CONFERENCES ET REUNIONS AU SOMMET ORGANISEES AUX NIVEAUX MONDIAL ET REGIONAL**

11. On peut à citer à ce titre les agendas internationaux et régionaux suivants:

- i. Sommet du Millénaire et Objectifs de Développement du Millénaire (ODM/MDGs) ;
- ii. Initiative Africaine pour la Société de l'Information (IASI);
- iii. Initiative Spéciale des Nations Unies pour l'Afrique (ISNUA);
- iv. Centre Africain des Technologies de l'Information (ITCA) ;
- v. Forum Africain des Réseaux de Connaissance (FARC);
- vi. Forum pour le Développement de l'Afrique (FDA) ;
- vii. Communauté Africaine de la Science et de la Technologie (ESTNET) ;
- viii. Commission sur le VIH/SIDA et la Gouvernance en Afrique (CHGA) ;
- ix. Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) ;
- x. La Grande Table.

12. Le Comité rappelle les résultats et recommandations qui ont résulté de ses travaux lors de la discussion du suivi de ces agendas. Ils visent à maximiser leurs effets positifs sur le développement économique et social. Ces recommandations ont concerné les domaines de l'intégration régionale, du commerce et des accords de l'OMC, de la dette, de la gouvernance, des objectifs du millénaire pour le développement et des technologies de l'information et de la communication.

13. Il est ainsi recommandé que l'accent soit mis sur les enjeux, le rôle joué par les pays de la région dans la recherche des consensus, lors des grandes rencontres régionales et internationales et des négociations multilatérales, et du degré de prise en compte des perspectives de la région dans les documents consensuels.

14. Il a aussi été souligné le rôle de la CEA dans la promotion des approches régionales et le plaidoyer pour encourager les positions communes et donner ainsi à l'Afrique du nord plus de visibilité dans les débats régionaux et internationaux.

15. Il est recommandé d'organiser des ateliers de suivi qui permettront de mobiliser davantage les différents acteurs concernés par la réalisation des objectifs établis par les grands agendas régionaux et internationaux. Ces recommandations concernent également les négociations à l'OMC, notamment sur la pêche et les services.

16. De même, il est recommandé que les progrès enregistrés par la réunion Euro-Med des ministres du commerce tenue à Marrakech en mars 2006, en perspective de la mise en place effective de la zone de libre échange, soient largement diffusés et mis en exergue.

### III. NEPAD

17. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) est un cadre stratégique régional élaboré par les Etats membres. Il constitue un engagement que les dirigeants africains ont pris envers le peuple africain et la communauté internationale pour placer l'Afrique sur la voie d'une croissance durable et accélérer son intégration dans l'économie mondiale (NEPAD, 2001) Mais si le NEPAD a pour mission de faciliter et promouvoir des projets au niveau sous-régional, il reste vrai que ses finalités et ses objectifs de croissance ne pourront être atteints que si les stratégies et programmes nationaux de développement sont reformulés en conséquence; ce qui dénote de l'importance des actions individuelles des pays.

18. Le NEPAD préconise une stratégie de développement axée sur les domaines prioritaires que sont l'environnement, les infrastructures, l'éducation, la santé, la culture et la technologie. Il est de plus en plus perçu comme l'expression et le véhicule régional pour la réalisation des OMD compte tenu de son plan d'action axé sur la réalisation d'objectifs aussi consensuels que ceux visant à l'élimination de la pauvreté, la promotion de la croissance, le renforcement de la coopération et du partenariat, et la résolution des conflits.

19. La majorité des pays d'Afrique du Nord sont certes des pays à revenu intermédiaire, mais ils ont aussi besoin, pour s'attaquer aux poches de pauvreté existantes, de ressources supplémentaires y compris d'investissements directs étrangers (IDE) et de transferts de technologie. Le NEPAD offre à cet égard un cadre de partenariat qui devrait permettre aux secteurs public et privé de mieux collaborer afin d'accroître massivement les IDEs dans les pays. Par ailleurs, l'initiative du NEPAD peut assurer le suivi des questions émergentes (migration des populations, sécurité etc.) et la promotion du partage d'expériences et de bonnes pratiques au niveau de la sous région.

20. Un autre élément de la dynamique d'action du NEPAD est le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) qui vise à faire une évaluation des pays dans les différents domaines de la gouvernance et du développement économique au niveau national, d'identifier les faiblesses et défaillances, et dégager un consensus sur les mesures à prendre pour y remédier. C'est une évaluation basée initialement sur une auto évaluation du pays qui est soumise à l'évaluation par les pairs. Il est important que les expériences des pays ayant adhéré à ce mécanisme soient échangées et que les avantages et l'opportunité qu'il offre soient soulignés.

21. **l'Algérie**, un des cinq pays initiateurs du NEPAD, a adhéré au Mécanisme africain d'évaluation par les Pairs (MAEP). L'engagement des autorités d'incorporer les priorités du NEPAD dans les divers aspects de développement national est reflété dans les actions prises pour renforcer la gouvernance économique, soit par l'introduction de structures institutionnelles (cadre régissant les législations dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture), ou par établissement de mécanismes permanents de consultations bilatérales et trilatérales avec les partenaires sociaux (OSAA, 2004). Un groupe de travail a également été chargé de lancer les préparatifs pour l'élaboration du rapport national d'évaluation et du programme préliminaire d'action du NEPAD. En outre, l'Algérie a abrité la Conférence partenariale sur l'Initiative du NEPAD en matière d'environnement, tenue le 15 et 16 décembre 2003 à Alger. Elle a également abrité la 2ème Session du Forum des chefs d'Etat ou de Gouvernement du mécanisme Africain d'évaluation par les pairs (Novembre 2004), qui a regroupé les représentants des 24 pays déjà engagés dans le processus d'évaluation et leur a permis de partager leurs expériences.

22. L'**Egypte** a également signé un mémorandum d'accession au MAEP. En outre, un Comité national de suivi de la mise en œuvre du NEPAD, composé des représentants de divers Ministères et Départements a été créé et une Commission parlementaire a été établie par l'Assemblée du peuple avec pour objectifs d'informer régulièrement sur les récents développements du NEPAD et d'appuyer sa mise en œuvre. Des séminaires et ateliers nationaux de sensibilisation des parties prenantes ont été organisés afin de garantir leur participation effective, devant conduire à une réelle appropriation du processus de mise en œuvre. La Faculté des sciences politiques et économiques de l'Université du Caire a ainsi mené une réflexion avec la participation d'académiciens africains pour discuter de la particularité du NEPAD par rapport aux initiatives antérieures et de la voie à suivre pour la réalisation de ses objectifs. Des campagnes d'information et de sensibilisation ont également été organisées à travers les programmes de radio, de télévision et les journaux. La jonction des priorités, objectifs et programmes d'action du NEPAD avec ceux des deux communautés économiques régionales (COMESA et CENSAD) a été prise en compte. Ainsi, une liste de projets relatifs au transport dans le cadre des efforts d'intégration régionale à ces deux communautés a été proposée pour intégration dans leurs plans d'action respectifs. En outre, le Ministère égyptien de l'Agriculture conduit des négociations avec la FAO pour finaliser un programme de coopération technique d'opérationnalisation de l'initiative du NEPAD d'accès aux marchés des produits agricoles.

23. Au **Maroc**, le Gouvernement a particulièrement mis l'accent sur les questions environnementales tant au niveau national que régional. Les actions entreprises incluent la nomination d'un point focal au sein du Secrétariat d'Etat à l'environnement; la participation à l'élaboration du Plan d'action pour l'environnement ; l'organisation d'une série de rencontres impliquant toutes les parties concernées, y compris les femmes. Ces actions font partie intégrante de l'initiative marocaine « Initiative Nationale pour le Développement Humain » (INDH).

24. Il est également important de noter que la **Tunisie** a mis en place une structure de suivi de la mise en œuvre des objectifs du NEPAD au sein du Ministère des affaires étrangères. De même, le gouvernement tunisien envisage l'élaboration de programmes et projets prioritaires sectoriels intégrés pour la mise en œuvre du NEPAD, notamment en matière de transport (autoroute et chemins de fer).

25. L'**Union du Maghreb arabe**, en tant que structure principale de l'intégration économique en Afrique du Nord, doit jouer un rôle clé quant à la mobilisation pour le NEPAD et la transformation des objectifs, buts et stratégies en programmes, projets et activités réalisables au niveau de la région. C'est dans cette optique qu'ont eu lieu par exemple, les rencontres sur les modalités de mise en œuvre du programme de l'UMA en matière de transports dans le contexte du NEPAD. Le Secrétariat de l'UMA a également identifié des projets sectoriels qui ont été soumis au Secrétariat du NEPAD.



#### IV. L'INTEGRATION REGIONALE

26. Les pays d'Afrique du Nord sont conscients des effets positifs d'une intégration réussie. C'est dans cette optique qu'ils ont noué plusieurs accords d'intégration aussi bien bilatéraux que multilatéraux. La plupart de ces accords se basent à priori sur la proximité géographique ; mais certains se nouent également avec des pays ou groupes de pays plus éloignés géographiquement pour assurer un accès à de plus grands marchés. Ainsi, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) qui regroupe cinq des Etats membres de la région nord africaine (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie), se présente comme étant la structure principale de l'intégration régionale. Certains pays, en plus de leur appartenance à l'UMA, sont membres d'autres CERs telles que le Marché Commun de l'Afrique Australe et de l'Est (COMESA), la Communauté des Etats Sahélo-Sahéliens (CEN-SAD ), la Grande Zone Arabe de Libre Echange (GZALE), et d'accords bilatéraux. Ces derniers lient les pays entre eux ou avec d'autres pays arabes ou africains. Les accords de libre échange avec l'Union européenne (UE) constituent un cas d'intégration nord-sud qui devrait offrir d'autres opportunités aux pays de la région en terme de libre circulation des marchandises sur les différents territoires économiques.

27. La plupart de ces accords comportent des provisions très ambitieuses dans un grand nombre de domaines, avec un intérêt particulier pour la libéralisation des échanges commerciaux. Cependant, plusieurs études empiriques ont fait le constat de progrès lents vers l'intégration de la région nord africaine. En particulier, l'indice composite d'intégration régionale élaboré par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) indique une progression annuelle de moins de 2% au sein des pays de l'UMA, inférieure à celle des autres communautés régionales africaines telles que l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine – UEMOA (6%), la CEN-SAD (entre 4 et 6%) et le COMESA (entre 2 et 4%). La progression au niveau du continent africain est de l'ordre de 4.5%. La principale cause à ce problème est souvent liée à des entraves à la traduction de la volonté politique des Etats membres en actes effectifs. S'y ajoutent d'autres éléments de blocage qui touchent aux questions de gestion, de mise en œuvre et d'harmonisation des nombreux accords d'intégration, mais également d'information et d'évaluation fiable de l'impact de l'intégration.

28. C'est pour contribuer à la recherche de solutions à ces différents problèmes que le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, conformément à son mandat, mène des activités pour pouvoir se positionner comme un « Observatoire » de l'intégration régionale. Beaucoup d'études ont été menées pour supporter ce processus. Elles ont toutes reconnu l'existence de potentialités importantes d'échanges entre pays. Il est recommandé aux pays d'entreprendre, pour leur part, les réformes nécessaires en vue d'assurer une plus grande convergence et harmonisation des politiques et stratégies pour une intégration régionale réussie.

## **V. GENRE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE DU NORD**

29. En Afrique du nord, les femmes sont des acteurs économiques de développement encore insuffisamment valorisés. Beaucoup reste encore à faire dans le domaine des opportunités, surtout économiques.

30. Le secteur agricole et le secteur informel continuent à représenter les secteurs où se concentre la majorité des femmes qui travaillent dans la sous région. Ces deux secteurs se caractérisent par leur précarité en termes de revenus et de conditions de travail ainsi que par une faible productivité. La corrélation entre le secteur agricole et informel, d'une part, et la pauvreté monétaire et humaine des femmes, d'autre part, a été démontrée dans presque tous les pays. Beaucoup d'entre elles s'orientent vers ces secteurs et d'autres, de plus en plus, vers les marchés extérieurs du travail comme immigrantes.

31. Cependant, les femmes ont plus de difficultés d'accès à l'emploi que les hommes et vivent des conditions inférieures en termes de salaires, de conditions de travail, de statut et de responsabilités professionnelles. De plus, elles connaissent des taux de chômage plus élevés et restent plus longtemps au chômage que les hommes.

32. Les entraves légales n'expliquent pas cette réalité. En effet, les pays de la sous région ont tous ratifié les accords légaux internationaux fondamentaux régissant le travail des femmes, et l'égalité entre la femme et l'homme en matière d'emplois et de salaires est garantie par la loi. La femme peut également passer des contrats, acheter, vendre et disposer de ses biens, meubles et immeubles.

33. Cette position des femmes sur le marché du travail est fortement expliquée par les problèmes de formation qu'elles rencontrent. Les données disponibles permettent d'affirmer que si des progrès certains ont été enregistrés vers une plus grande égalité dans le domaine des capacités (essentiellement à travers l'accès à l'éducation), les disparités entre les filles et les garçons en matière de formation professionnelle sont beaucoup plus prononcées, tant en ce qui concerne la formation initiale que continue. Les filles représentent, dans la plupart des cas, la minorité des bénéficiaires des programmes publics (malgré leur gratuité) qui offrent souvent une spécialisation sexuée. Leur demande en formation diversifiée existe, pourtant, comme le démontre le fait qu'elles soient plus nombreuses, parfois majoritaires, dans le système privé de formation.

34. Cette position des femmes sur le marché du travail est également expliquée par le poids des responsabilités familiales. Les femmes sont effectivement confrontées à une double charge, le travail familial, invisible et non rémunéré, et le travail rémunéré. Elles ont donc plus de difficultés que les hommes à trouver un équilibre entre le travail et les responsabilités familiales : elles ajustent donc leur mode d'intégration au travail en étant moins mobiles, en assurant moins d'heures de travail, en assumant moins de responsabilités et de progression dans leurs carrières, en sortant et entrant plus fréquemment du marché du travail et voire, en renonçant à travailler. Elles choisissent aussi de mener des activités informelles, souvent à domicile, pour pouvoir équilibrer la demande en revenu et celle en travail familial.

35. L'Afrique du nord a donc un potentiel de capital humain non exploité, entraînant ainsi des pertes de croissance économique, d'emplois et de bien être pour les familles et la société en général. Il est donc crucial que les sociétés reconnaissent que les femmes font partie de la solution aux problèmes de croissance et d'emploi et adoptent en conséquence des comportements et des mesures adéquates pour leur en donner les moyens.

## VI. RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES

36. Convaincu de l'importance des données statistiques dans la description exacte et l'analyse de la situation socio économique, pour une meilleure planification et gestion des ressources et en support aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, a de tout temps mis l'accent, au cours de ses réunions, sur la nécessité du renforcement des capacités statistiques de ses pays membres.

37. Le Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) des pays d'Afrique du Nord, n'a pas manqué à travers ses multiples réunions, de faire des Recommandations à ses pays membres, les invitant à développer leurs systèmes de production et de traitement des statistiques mais également à encourager, et à faciliter l'échange d'informations et des données statistiques avec leurs principaux partenaires dont le Bureau<sup>4</sup>, et les Communautés Economiques Régionales dont, l'Union du Maghreb Arabe (UMA), la Communauté des Etats Sahélo - Sahariens (CEN-SAD et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

38. Par ailleurs, la CEA vient de créer en 2006, dans le cadre de sa nouvelle restructuration, une nouvelle Unité ; le Centre Africain des Statistiques (CAS), qui jouera sans doute, un rôle notable dans le développement des capacités techniques des Offices Nationaux de la Statistique (ONSs) Africains et pour faciliter la mise en œuvre des objectifs du Cadre Stratégique Régional de Référence (CSRR), dans le domaine statistique.

39. A ce titre, le CAS a élaboré un Questionnaire, destiné aux ONSs africains pour l'établissement d'un Indice de développement statistique et a envoyé dès novembre dernier, des experts auprès de plusieurs pays africains<sup>5</sup> pour identifier et évaluer les capacités techniques des ONSs dans la collecte, le traitement et l'analyse des statistiques socioéconomiques en vue d'encourager la coordination et l'harmonisation des concepts et définitions utilisés et l'adoption des méthodes statistiques standards (SCN des Nations Unies) pour une meilleure évaluation des ODM.

40. En guise de recommandations pour le développement et le renforcement des capacités statistiques des pays d'Afrique du Nord, le CIE préconise à ses pays membres de :

- Encourager, et faciliter l'échange d'informations et des données statistiques entre eux et avec leurs principaux partenaires dont le Bureau et les CERs ;
- Renforcer la coordination, la normalisation ou l'harmonisation des concepts utilisés par l'adoption des méthodes statistiques standard dans le cadre de l'intégration.

---

<sup>4</sup> En application de ces Recommandations, le Bureau de la CEA-AN, a développé dès 2005, une base de données, couvrant une multitude d'indicateurs statistiques sur le développement socioéconomique de la région dont l'ossature est bâtie sur les statistiques officielles des pays membres, ainsi que celles d'autres sources d'information complémentaires.

<sup>5</sup> Un Emissaire du CAS a entrepris en Novembre dernier une Mission à Rabat qui a couvert la Direction de la Statistique, le Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et l'Institut National des Statistiques et de l'Economie Appliquée (INSEA).

## **VII. AMELIORER LE TRAVAIL DU CIE DANS LE CADRE DE LA REVUE DES ACTIVITES DES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX DE LA COMMISSION**

41. La revue des organes intergouvernementaux de la CEA est parmi les questions qui seront discutées lors de la Conférence.

42. L'activité du CIE devrait connaître une évolution pour mieux s'adapter à ses prérogatives:

- Le BSR doit coordonner la programmation de la mise en oeuvre de l'agenda de la CEA au niveau sous régional
- Il doit promouvoir et assister les priorités et programmes sous régionaux spécifiques
- Il doit rendre opérationnelles les antennes sous régionales de gestion du savoir et de réseautage
- LE CIE doit s'adapter au fait que la CEA vise à mener et à coordonner les activités des Nations Unies au niveau régional dans tous les aspects économiques et sociaux.

43. Actuellement la coopération entre le BSR-AN et le CIE a été améliorée par:

- L'insertion des activités suggérées par le CIE dans le programme de travail du Bureau, comme ce fut le cas de l'organisation de la table ronde sur l'évolution des structures économiques.
- La participation du CIE à toutes les activités du Bureau. Le président du CIE est invité à toutes les réunions et forums organisés par le Bureau
- Le Bureau consulte le CIE sur les décisions à prendre telles que l'organisation de la réunion intermédiaire du CIE.

44. Toutefois d'autres améliorations du travail du CIE sont nécessaires, il est ainsi recommandé que:

- Les rapports thématiques présentés au CIE soient discutés par des experts et en présence des membres du CIE, juste avant les réunions du CIE
- Le niveau de la participation au CIE soit relevé et d'organiser ces réunions au niveau ministériel si nécessaire.

## **ANNEXE II**

### **Ordre du jour provisoire**

**Point 1 de l'ordre du jour :** Mot de bienvenue de la Directrice du Bureau

**Point 2 de l'ordre du jour :** Approbation du projet d'ordre du jour

**Point 3 de l'ordre du jour :** Présentation et discussion du bilan de l'activité du Bureau en 2006

**Point 4 de l'ordre du jour :** Présentation et discussion du programme de travail pour 2007

**Point 5 de l'ordre du jour :** Présentation et discussion du Programme de travail pour le biennium 2008-2009

**Point 6 de l'ordre du jour :** Présentation et approbation du rapport de la réunion

## **ANNEXE III**

### **Liste des participants**

#### **ALGERIE / ALGERIA**

M. Mohamed Chérif Benerbaiha  
Directeur d'études chargé des relations extérieures et de la coopération  
Services du Chef du gouvernement - Délégué à la planification  
Alger (Algérie)  
Tél: + 213 21 48 04 78 / 48 39 45  
Fax: +213 21 48 09 59 /48 49 88  
Email : [mcherifben@yahoo.fr](mailto:mcherifben@yahoo.fr)

M. Rouabah Abderrahmane  
Ministère des affaires étrangères  
Alger  
Tél : 213 21 50 40 70  
Email : yomansix@hotmail.com

#### **EGYPTE / EGYPT**

Mr. Moustafa M. Ragab  
Ministre plénipotentiaire commercial  
Ambassade d'Egypte  
Rabat  
Tél : 212 37 20 70 01  
Fax: 212 37 20 70 02  
Email: [rabat@tamseel-ecs.gov.eg](mailto:rabat@tamseel-ecs.gov.eg)

Mr. Ahmad El Anssary  
First Secretary  
Embassy of Egypt  
Rabat  
Tél : 212 37 20 70 01  
Fax: 212 37 20 70 02

#### **LIBYE / LIBYA**

M. Nuri K. Abushaala  
Premier Conseiller  
Bureau de Fraternité Arabe Libyen  
Rabat  
Tel: 212 37 36 18 71/72/73  
Fax: 212 37 65 76 53

#### **MAROC / MOROCCO**

Mme. Zakia El Midaoui  
Chef de la Division des organes et conférences à  
caractère économique et commercial  
Direction de la Coopération multilatérale  
Ministère des affaires étrangères et de la Coopération  
Rabat  
Tél/Direct : 037 66 00 58  
Fax : 037 66 00 91  
Email: [zakia\\_elmidaoui@hotmail.com](mailto:zakia_elmidaoui@hotmail.com) / [elmidaoui@maec.gov.ma](mailto:elmidaoui@maec.gov.ma)

M. Mehdi Mouahhidi  
Chef du Service des Etudes et de la Balance des Paiements  
Ministère des Finances et de la Privatisation  
Rabat  
Tél : 212 37 67 73 68  
Fax : 212 37 67 73 57  
Email : [m.mouahhidi@dtfe.finances.gov.ma](mailto:m.mouahhidi@dtfe.finances.gov.ma)

M. Brahim Chouqui  
Chef de service  
Direction du trésor et des finances extérieures  
Ministère des Finances et de Privatisation  
Direction du Trésor et des Finances Extérieures  
Rabat  
Tél : 212 37 67 73 65 - Fax : 212 37 67 73 57  
Email : [b.chouqui@dtfe.finances.gov.ma](mailto:b.chouqui@dtfe.finances.gov.ma)

M. Mourad Guerrouani  
Directeur de Planification  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat  
Tél : 212 37 76 35 13 - Fax : 212 37 26 29 37  
Email : [guerrouani@yahoo.fr](mailto:guerrouani@yahoo.fr)

M. Ayache Khellaf  
Chef de Division  
Haut Commissariat au Plan  
Tél : 212 37 26 29 46/ 65 30 83 79  
Fax : 212 37 26 29 37  
Email : [khellafay@yahoo.fr](mailto:khellafay@yahoo.fr)

M. El Houssine Belhachmi  
Chef de la division des Programmes Sociaux  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat  
Tél : 212 37 76 35 85  
Email : [belhachmie@yahoo.fr](mailto:belhachmie@yahoo.fr)

#### **MAURITANIE / MAURITANIA**

M. Ould Mohamed Ahmed Taki  
Chef de Service  
Ministère des Affaires Economiques  
Nouakchott (Mauritanie)  
Tél: 222 525 03 49 - Fax : 222 525 51 10  
Email : [ahmed\\_taki@yahoo.fr](mailto:ahmed_taki@yahoo.fr)

#### **SOUDAN / SUDAN**

Mr. Bader El Din Ahmed Osman  
General Director of Macro-Economic Policies Assistant  
Ministry of Finance and National Economy  
P.O. Box 298  
Khartoum, Sudan  
Tel: 249 183 77 41 21 / 249 912 697 820  
Fax: 249 183 77 56 30  
E-mail: [badry1900@hotmail.com](mailto:badry1900@hotmail.com)

**TUNISIE / TUNISIA**

M. Fethi Ben Maaouia  
Conseiller des Affaires Etrangères  
Ambassade de Tunisie à Rabat  
Tél ; 212 37 73 06 36  
Fax : 212 37 73 06 37  
Email : [fbmaaouia@yahoo.fr](mailto:fbmaaouia@yahoo.fr)

**OBSERVATEUR/OBSERVER****UMA**

M. Jamel Boujdaria  
Chef de Division chargé des affaires économiques  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat  
Tél : 212 37 67 12 80  
Fax : 212 37 67 12 53  
E-mail : [boujamel@yahoo.com](mailto:boujamel@yahoo.com)

**ECA/CEA SECRETARIAT RABAT**

Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord  
Tél : (212 37) 67 45 95- 67/ 67 50 12  
Fax : (212 37) 67 52 82  
[srdc-na@uneca.org](mailto:srdc-na@uneca.org)  
[www.uneca-na.org](http://www.uneca-na.org)

Ms. Karima Bounemra Ben Soltane  
Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord

Mr. Abdelillah Ouaqouaq  
Economiste principal

Mr. Karim Laraki  
Economiste principal

Ms. Aissatou Gueye  
Economiste

Ms. Semia de Tapia  
Chargée des affaires sociales

M. Jean Paul Gondjé  
Expert en TIC

M. Gaafar El Bushra  
Traducteur

M. Mohammed Mosseddek  
Assistant de recherche